

Salaire minimum équitable : agir pour des conditions de vie décentes dans l'UE

Le Parlement a approuvé de nouvelles règles visant à garantir que les salaires minimums garantissent un niveau de vie décent dans l'UE. En savoir plus.



TRAVAILLEUR-FAST-FOOD_©AdobeStock_Seika

Depuis plusieurs années, [le Parlement européen demande des mesures européennes](#) pour garantir un revenu décent à tous les travailleurs. [La pauvreté au travail dans l'UE a augmenté](#) au cours de la dernière décennie et les ralentissements économiques, comme celui connu dans le monde pendant la crise du Covid 19, montrent que des salaires minimums adéquats jouent un rôle important dans la protection des travailleurs à bas salaires, car ils sont plus vulnérables.

En septembre 2022, les députés européens ont adopté de [nouvelles règles](#) pour améliorer

l'adéquation des salaires minimums. Ils s'attendent à ce que cela conduise les pays de l'UE à augmenter les salaires réels et à éviter la concurrence sur les coûts de la main-d'œuvre sur le marché unique, tout en contribuant à réduire l'[écart de rémunération entre les sexes](#), puisque près de 60 % des salariés au salaire minimum dans l'UE sont des femmes.

En savoir plus sur les [mesures de l'UE pour protéger les droits des travailleurs](#).

Qu'implique la nouvelle législation européenne sur les salaires minimums ?

Les pays de l'UE devront s'assurer que leur salaire minimum légal national permet un niveau de vie décent. Pour déterminer combien cela représente, ils peuvent utiliser des instruments tels que :

- un panier national de biens et services à prix réels, pouvant inclure des activités culturelles, éducatives et sociales
- la comparaison du salaire minimum avec des valeurs de référence couramment utilisées au niveau international, telles que 60 % du salaire médian brut ou 50 % du salaire moyen brut
- la comparaison du salaire minimum net avec le seuil de pauvreté
- le pouvoir d'achat du salaire minimum

Les autres mesures que les gouvernements nationaux devront prendre incluent :

- promouvoir la négociation collective sur la fixation des salaires
- mettre à jour les salaires minimums légaux au moins tous les deux ans, ou au plus tous les quatre ans pour les pays qui utilisent un mécanisme d'indexation automatique
- appliquer les inspections du travail pour assurer la conformité et lutter contre les conditions de travail abusives
- veiller à ce que les travailleurs aient accès au règlement des différends et à un droit de recours

Tous les pays de l'UE auront-ils le même salaire minimum ?

Non. Chaque pays fixera le niveau du salaire minimum en fonction des conditions socio-économiques, du pouvoir d'achat, des niveaux de productivité et de l'évolution nationale.

Les pays dans lesquels les salaires sont fixés exclusivement par voie de conventions collectives - voir ci-dessous - ne seront pas obligés d'introduire un salaire minimum légal.

Pourquoi une législation sur un salaire minimum est-elle nécessaire au niveau de l'UE ?

Le salaire minimum est la rémunération la plus basse que les employés devraient recevoir pour leur travail. Même si tous les pays de l'UE ont une certaine forme de salaire minimum, dans la plupart des États membres, cette rémunération ne couvre souvent pas tous les coûts de la vie. Environ sept travailleurs au salaire minimum sur dix dans l'UE ont eu du mal à joindre les deux bouts en 2018.

Découvrez comment [les députés veulent lutter contre la pauvreté au travail dans l'UE.](#)

Le salaire minimum dans l'UE aujourd'hui

Le salaire minimum mensuel varie considérablement dans l'UE en 2022, allant de 332 € en Bulgarie à 2 256 € au Luxembourg. L'un des principaux facteurs de l'écart est la [différence du coût de la vie](#).

Salaire minimum mensuel en Europe*



* au premier semestre 2022
Source: Eurostat (earn_mw_cur), 2022



Salaires mensuels bruts au premier semestre 2022

En savoir plus sur les [statistiques en matière de salaire minimum dans les pays de l'UE](#).

Il existe deux formes de salaire minimum dans les pays de l'UE :

- Salaire minimum légal : réglementé par des statuts ou des lois formelles. La plupart des États membres ont de telles règles.
- Salaires minimaux convenus collectivement : dans six pays de l'UE - Autriche, Chypre, Danemark, Finlande, Italie et Suède - les salaires sont déterminés par des conventions collectives entre les syndicats et les employeurs, y compris dans certains cas les salaires

minimums.

En savoir plus sur la manière dont l'UE s'emploie à améliorer les droits des travailleurs :

- [Le Parlement veut garantir le droit à la déconnexion du travail](#)
- [Équilibre travail-vie personnelle : nouvelles règles de congé pour les soins familiaux](#)
- [« Gig économie » : l'EU renforce les droits des travailleurs](#)

Cet article a été publié pour la première fois en 2021. Il a été mis à jour pour refléter l'accord négocié conclu entre le Parlement et le Conseil, que les députés ont approuvé en septembre 2022.

En savoir plus sur les salaires minimums

[Les progrès législatifs \(en anglais\)](#)

[Briefing : des salaires minimums équitables pour l'Europe \(en anglais\)](#)

[Relations industrielles et dialogue social - salaire minimum en 2021 \(révision annuelle\)](#)